

Relations industrielles Industrial Relations



La mobilité des travailleurs urbains, par Laurence C. Hunter et Graham L. Reid, O.C.D.E., Paris, 1968, 239 pp.

Bernard Solasse

Volume 23, numéro 4, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027963ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027963ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Solasse, B. (1968). Compte rendu de [*La mobilité des travailleurs urbains*, par Laurence C. Hunter et Graham L. Reid, O.C.D.E., Paris, 1968, 239 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 23(4), 700–701.
<https://doi.org/10.7202/027963ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

—**L'utilisation de l'espace urbain:** ici l'auteur observe les comportements d'achat et les relations sociales qui demeurent avant tout familiales. Les activités de loisirs ne sont pas envisagées comme moyens de promotion sociale: le but poursuivi demeure pour plusieurs la possession d'un confort familial. La mobilité géographique se limite à la commune et au quartier.

Globalement l'étude montre que la tension entre deux modes de vie différents, l'un fondé sur les valeurs traditionnelles d'entraide, de coopération; l'autre, fondé sur la consommation de masse, le profit, l'argent, n'a pas bouleversé l'ancien mode de vie à cause d'un manque de participation des ouvriers dans le système.

Claude CARBONNEAU

L'emploi à temps partiel, Sixième rapport concernant l'emploi des groupes spéciaux, par Jean Hallaire, publié par la Direction de la Main-d'Oeuvre et des Affaires Sociales de l'O.C.D.E., Paris, 1968, 118 pp.

L'emploi à temps partiel a pris dans de nombreux pays de plus en plus d'importance. Il répond aux besoins des travailleurs qui ne veulent ou ne peuvent travailler à plein temps.

L'auteur examine divers groupes de personnes pour lesquelles un emploi régulier à temps partiel semble approprié: les hommes qui ont des responsabilités familiales, les handicapés physiques, les étudiants, les personnes âgées, les veuves et divorcées et les femmes mariées. L'analyse repose sur l'expérience acquise dans six pays: Royaume-Uni, Allemagne, Suède, Danemark, Belgique, France, Etats-Unis et le Canada.

L'auteur passe ensuite en revue les arguments économiques et sociaux en faveur du travail à temps partiel ainsi que ceux avancés par les organisations d'employeurs et de travail contre l'emploi à temps partiel.

Les obstacles à l'emploi à temps partiel tels que la pression fiscale, l'inégalité des salaires entre hommes et femmes, et d'autres, sont analysés et des suggestions sont offertes pour les surmonter. Les garanties conventionnelles et réglementaires nécessaires à une meilleure intégration de ce type d'emploi dans le marché du travail sont étudiées.

Ce rapport fait des prévisions quant à la place future de l'emploi à temps partiel, notamment pour les groupes d'activités suivants: infirmières, secteur public et para-

public (l'enseignement), l'industrie, le secteur tertiaire: en particulier les activités de loisirs.

Les conclusions et recommandations de l'auteur intéresseront tous les services gouvernementaux, les associations d'employeurs et de travailleurs qui cherchent des solutions aux problèmes soulevés par l'emploi à temps partiel.

Pierre DIONNE

La mobilité des travailleurs urbains, par Laurence C. Hunter et Graham L. Reid, O.C.D.E., Paris, 1968, 239 pp.

Cette étude complète la liste des publications approuvées par le comité de la main-d'oeuvre et des affaires sociales de l'organisation de coopération et de développement économiques, dont l'intérêt justifie que nous rappelions ici les titres:

- H. KRIER, **Main-d'oeuvre rurale et le développement industriel,** O.C.D.E.
- G. BARBICHON, **Adaptation et formation de la main-d'oeuvre des régions rurales au travail industriel,** O.C.D.E.
- G. BEIJER, **La main-d'oeuvre rurale nationale, son adaptation à l'industrie,** O.C.D.E.
- R. DESCLOITRES, **Le travailleur étranger; son adaptation au travail industriel et à la vie urbaine,** O.C.D.E.

Dans leur étude MM. Hunter et Reid érigent en principe que la rapidité du progrès technologique et, son corrélat, l'évolution des structures de l'emploi exigent un accroissement de la mobilité de la main-d'oeuvre. Ce raisonnement les conduit à légitimer une intervention des pouvoirs publics destinée à inciter les travailleurs à délaisser volontairement les régions et les industries en déclin au profit de régions et d'industries en expansion.

Certes ces auteurs n'ignorent pas les facteurs de résistance « non économiques » propres à freiner la mobilité géographique des travailleurs, mais semblent les sous-estimer quelque peu. C'est là l'une des limites logiques d'une approche trop exclusivement d'ordre économique.

Les conclusions, qui ne sont en fait que des recommandations à peine voilées, nous paraissent trop générales pour pouvoir servir de base à l'élaboration de politiques gouvernementales effectives, tant il est vrai qu'en cette matière, les motivations et les décisions des individus dans un contexte et des situa-

tions vécues où les contraintes culturelles, familiales, sociologiques, s'inscrivent souvent à l'encontre des conclusions d'un calcul fondé sur une rationalité purement économique. Quoiqu'il en soit, l'on ne saurait établir des politiques gouvernementales efficaces en cette matière sans tenir compte des données spécifiques d'ordre national et régional.

Nous voudrions souligner, en conclusion, la valeur pédagogique de cette étude; elle tient surtout à la clarté avec laquelle les auteurs définissent le sens des concepts qu'ils emploient. Tout en excluant toute simplification abusive.

Une importante bibliographie, deux cent treize livres ou articles de revue, complète cet exposé qui devient un instrument de travail précieux pour l'étudiant, le professeur et le chercheur.

Bernard SOLASSE

Réflexions d'un citoyen sur l'avenir du Québec — sur quelques aspects de l'expérience suédoise, par Jean-Paul Lefèvre, Cahiers Cité Libre, Editions du Jour, Ottawa, 1968, 120 pages.

Le premier thème, politique, et d'une actualité brûlante, n'appelle guère de commentaires dans cette revue consacrée aux relations industrielles. Jean-Paul Lefèvre est député libéral à Québec, il entend prendre ses distances par rapport aux thèses développées par René Lévesque dans son livre **Option Québec**. Sur ce point le lecteur jugera comme citoyen.

Le second thème, la seconde partie, est une excellente étude de style journalistique sur « quelques aspects de l'expérience suédoise » dont la qualité tranche par rapport à la pauvreté de bien des écrits de journalistes de métier consacrés aux questions internationales ou étrangères.

Jean-Paul Lefèvre n'est animé par aucune prétention « scientifique » et, se souvenant de son passé de syndicaliste, il s'intéresse et s'interroge notamment sur le système de relations industrielles suédois, non sans se départir d'un esprit critique qui le conduit à ne pas ériger en modèle universel les pratiques existant en Suède.

Bernard SOLASSE

On the Theory of Socialist Planning, by J.G. ZIELINSKI, Oxford University Press, Ibadan, 1968, 170 pp.

Voilà un ouvrage construit sur la base théorique d'une série de cours donnés par l'auteur à « The Nigerian Institute of Social and Economic Research ». Le contenu même des cours retient les résultats d'une étude de l'économie socialiste, étude entreprise par un groupe d'économistes polonais.

Globalement, le lecteur nord-américain de cet ouvrage retrouvera posés les grands principes de la planification économique, ses postulats et conditions. Il retrouvera aussi les grands problèmes contemporains au niveau de l'application et de l'exécution d'un plan national; signalons seulement l'efficacité des investissements, le gaspillage des ressources, la centralisation et la décentralisation des décisions, l'adéquation de la consommation aux lois du développement, etc., etc.

Mais cet ouvrage contient plus que cela puisqu'il cherche à définir une théorie de la planification socialiste. Le lecteur est donc saisi par des problèmes particuliers des mécanismes et des instruments différents, des principes et des lois distinctes. Ce sont les problèmes de la création des marchés, de la programmation des prix; les principes relatifs à la nationalisation des secteurs et unités économiques stratégiques; les moyens de calculer et d'évaluer la production, la consommation, les investissements à une échelle globale.

Dans l'optique particulière de la planification socialiste, l'auteur centre la présentation des études sur une méthode utilisée par les planificateurs socialistes, le « direct economic calculation ». C'est précisément cette méthode qu'il développe, méthode qui vise à donner une description théorique des économies socialistes existantes. La méthode est liée plus précisément au niveau opérationnel des plans, car elle vise à donner des techniques de calcul et de description des plans dont les grands objectifs concernent la partie prospective de ces plans.

On retrouve avec intérêt des préoccupations que nous partageons au niveau de la planification nationale; on découvre des techniques et des instruments nouveaux qui pourraient peut être nous servir, même en régime néo-capitaliste.

L.-René PARENTEAU